

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-11 du 19 mars 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. L'USTR lance des enquêtes commerciales en vertu de la Section 301 visant les surcapacités industrielles et le travail forcé
2. Les États-Unis annoncent la conclusion d'un accord commercial avec l'Équateur

Climat – énergie – environnement

3. Le Département de l'Énergie augmente les exportations de gaz naturel liquéfié face aux perturbations mondiales
4. Le Département de l'Énergie organise la libération de 86 millions de barils de pétrole de la réserve stratégique

Transport et infrastructure

5. Le Département des Transports et le Département de la Justice engagent une action en justice contre les normes sur les véhicules électriques de la Californie
6. Le Secrétaire aux Transports organise le premier forum national sur la sécurité des véhicules autonomes
7. La Maison-Blanche engage une réduction des contraintes réglementaires afin de soutenir la construction de logements abordables

Industrie

Brèves

Numérique et innovation

8. Le SER accueille une délégation sénatoriale en mission pour évaluer l'impact de l'IA sur les entreprises et l'employabilité

Santé

9. La Maison Blanche approuve le plan de dépense des National Institutes for Health

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'USTR lance des enquêtes commerciales en vertu de la Section 301 visant les surcapacités industrielles et le travail forcé

Le 11 mars 2026, l'USTR a [annoncé](#) l'ouverture d'[enquêtes](#) commerciales en vertu de la Section 301 du Trade Act de 1974 relatives aux « excédents structurels de capacités et de production dans les secteurs manufacturiers. ». L'Union européenne, ainsi que 15 autres pays - principalement situés en Asie - sont visés par cette enquête : la Chine, le Vietnam, le Japon, la Corée du Sud, l'Inde, l'Indonésie, Taïwan, la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, le Bangladesh, le Cambodge, ainsi que le Mexique, la Suisse et la Norvège. L'USTR singularise deux Etats membres dans la notice d'ouverture d'enquête : [l'Allemagne et l'Irlande](#).

Le 12 mars, l'USTR a également [annoncé](#) l'ouverture de nouvelles [enquêtes](#) 301 relatives aux manquements de ses partenaires à interdire l'importation de biens produits par le travail forcé. Couvrant l'ensemble des principaux partenaires commerciaux des États-Unis, l'enquête vise l'Union européenne ainsi que 59 autres économies, dont la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Inde, le Vietnam, le Royaume-Uni, le Canada, le Brésil, l'Australie, la Norvège et la Suisse.

Pour mémoire, les Etats-Unis disposent de plusieurs outils pour prévenir l'importation de biens issus du travail forcé, avec comme pilier central le *Uyghur Forced Labor Prevention Act* (UFLPA) qui institue, depuis son entrée en vigueur en juin 2022, une présomption de travail forcé pour tous les produits fabriqués entièrement ou partiellement dans la région chinoise du Xinjiang. C'est à l'importateur américain de fournir des preuves "claires et convaincantes" que le produit n'a aucun lien avec le travail forcé afin d'obtenir une dérogation.

2. Les Etats-Unis annoncent la conclusion d'un accord commercial avec l'Equateur

Le 13 mars, les États-Unis et l'Équateur ont [annoncé](#) la conclusion d'un [accord](#) commercial. Les Etats-Unis s'engagent à appliquer des droits MFN sur des centaines de produits équatoriens, remplaçant les droits « globaux » de 10 % imposés en vertu de la Section 122, notamment les produits agricoles, les minéraux critiques, les pièces d'avion et les produits pharmaceutiques. Cet accord s'appuie sur un cadre convenu par les deux pays en [novembre](#) dernier ; il entrera en vigueur le 1er août 2026.

Les États-Unis se sont engagés à fournir un « traitement tarifaire préférentiel pour les produits originaires de l'Équateur dans de futures mesures tarifaires », sauf pour les mesures prises en vertu de la section 232 (Trade Expansion Act de 1962), de la section 201 (Trade Act de 1974) et des droits antidumping et compensateurs définis dans le titre VII du Tariff Act de 1930.

L'Équateur s'est engagé à supprimer immédiatement les droits sur des produits agricoles (dont les pommes, pignons de pin, pistaches et bière de malt). L'Équateur supprimera les droits sur près de 900 produits, éliminera progressivement les droits sur plus de 2 300 lignes tarifaires entre 2027 et 2029 et fixera certains droits à des niveaux compris entre 3,7 % et 30 %.

Le texte prévoit des quotas tarifaires (TRQs) pour plusieurs produits agricoles américains, dont le maïs, le sorgho, l'huile de soja, les produits laitiers, la volaille et le porc, avec suppression du TRQ sur les tourteaux de soja à partir de 2029.

L'accord inclut des mesures sur les indications géographiques (IG) : l'Équateur ne reconnaîtra les IG que si elles reflètent la qualité, la réputation ou d'autres caractéristiques liées à l'origine géographique.

Les États-Unis se réservent le droit de résilier l'accord si l'Équateur conclut un nouvel accord commercial bilatéral ou préférentiel qui compromet cet accord, et si les consultations échouent à résoudre les préoccupations de Washington. L'accord signé le mois dernier avec le Guatemala prévoit des dispositions similaires.

Brèves

- Le 12 mars, le département du Trésor a [délivré](#) une licence générale de 30 jours, soit jusqu'au 11 avril, autorisant la vente de pétrole d'origine russe actuellement en transit maritime.
- La Cour internationale du commerce (CIT) se [réunira](#) le 10 avril pour entendre les contestations relatives aux droits de douane généralisés imposés en vertu de la Section 122 de la Trade Act de 1974.

Climat – énergie – environnement

3. Le Département de l'Énergie augmente les exportations de gaz naturel liquéfié face aux perturbations mondiales

Le Département de l'Énergie a [annoncé](#) le 13 mars avoir autorisé une augmentation immédiate de 13 % (0,45 Bcf/j) des volumes d'exportation pour le terminal de gaz naturel liquéfié (GNL)

Plaquemines de Venture Global, en Louisiane, afin de renforcer la domination énergétique des États-Unis dans un contexte de perturbations des approvisionnements mondiaux en GNL. Le secrétaire à l'Énergie, C. Wright, a également indiqué : « *Nous verrons immédiatement des augmentations significatives de la capacité d'exportation de GNL américaine à Plaquemines, ainsi que la mise en service d'autres installations dans les semaines et les mois à venir* ».

4. Le Département de l'Énergie organise la libération de 86 millions de barils de pétrole de la réserve stratégique

Le Département de l'Énergie a [publié](#) le 13 mars un appel d'offres pour un échange de 86 millions de barils de pétrole issus de la Réserve stratégique (SPR), dans le cadre d'un programme total concernant 172 millions de barils. Les entreprises devront restituer les volumes empruntés avec des volumes supplémentaires en guise de prime, permettant de renforcer la réserve sans financement public. Cette initiative s'inscrit dans une action coordonnée avec les pays membres de l'Agence internationale de l'énergie pour libérer 400 millions de barils, afin de stabiliser les marchés face aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Les premières livraisons sont attendues en fin de semaine. Le communiqué indique que la SPR contient environ 415 millions de barils, contre environ 395 millions il y a un an.

Brèves

- Le Département de l'Énergie a [ordonné](#) le 13 mars à Sable Offshore Corp. de rétablir les opérations du site et du pipeline de Santa Ynez, afin de réduire les risques de perturbation de l'approvisionnement en carburant en Californie, où la dépendance au pétrole venant de l'étranger s'est accrue. Le communiqué indique ainsi que plus de 60 % du pétrole raffiné en Californie provient de l'étranger, avec une part importante de ce pétrole transitant par le détroit d'Ormuz. Cette décision s'appuie sur les pouvoirs conférés par le Defense Production Act et délégués par le Président D. Trump plus tôt le même jour.
- Le Département de l'Intérieur a [annoncé](#) le 17 mars un investissement de 889 M\$ dans des projets hydrauliques dans l'Ouest des États-Unis, financé dans le cadre de la *One Big Beautiful Bill*. Ces fonds visent à moderniser les infrastructures, accroître le stockage d'eau en surface et améliorer le transport de l'eau, en particulier en Californie, pour soutenir l'agriculture, les communautés et la résilience face à la sécheresse.

- L'Administration d'information sur l'Energie (EIA) a [indiqué](#) le 13 mars que la production américaine de gaz naturel commercialisé a atteint un nouveau record en 2025, augmentant de 5,3 milliards de pieds cubes par jour (Bcf/j) pour atteindre en moyenne 118,5 Bcf/j.

Transport et infrastructure

5. Le Département des Transports et le Département de la Justice engagent une action en justice contre les normes sur les véhicules électriques de la Californie

Le secrétaire aux Transports américain, Sean P. Duffy, et la procureure générale du département de la Justice des États-Unis, Pamela Bondi, ont [annoncé](#) le 12 mars une action en justice visant à contester les réglementations automobiles en Californie. Ces règles fixent des objectifs de réduction des émissions et de développement des véhicules à zéro émission pour les constructeurs automobiles. Selon l'administration fédérale, elles constitueraient des normes de consommation de carburant relevant de la compétence fédérale. L'administration fédérale estime que ces exigences pourraient renchérir le coût des véhicules et contraindre les constructeurs à adapter leurs chaînes de production, au détriment du marché et du choix des consommateurs.

6. Le Secrétaire aux Transports organise le premier forum national sur la sécurité des véhicules autonomes

Le Secrétaire aux Transports, Sean P. Duffy, et l'administrateur de la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA), Jonathan Morrison, ont [annoncé](#) le 11 mars les prochaines étapes pour stimuler l'innovation et améliorer la sécurité des véhicules automatisés lors du premier forum sur la sécurité des véhicules autonomes (« *National AV Safety Forum* »).

Le forum organisé par le Département des Transports a réuni des acteurs de l'industrie ainsi que des organisations professionnelles et sectorielles, dans un objectif de faire progresser le déploiement sécurisé des véhicules autonomes et maintenir les États-Unis à la pointe de l'innovation en matière de mobilité.

Parmi les étapes structurantes annoncées pour accélérer à la fois l'innovation et la sécurité des véhicules automatisés figurent : permettre le déploiement commercial des véhicules autonomes (par le biais d'une consultation publique sur le déploiement de robotaxis

sans volant ni pédales, notamment ceux développés par l'entreprise Zoox) ; la modernisation du cadre réglementaire (avec le projet de révision des normes fédérales relatives à la sécurité automobile, l'adaptation des règles pour tenir compte des véhicules sans conducteur humain et la publication de nouvelles lignes directrices pour les développeurs) ainsi que la construction d'un cadre fédéral unifié et prévisible (volonté d'établir un « code de la route » fédéral pour les véhicules autonomes). Les autorités fédérales ont clairement affiché une volonté d'équilibre entre promotion de l'innovation industrielle et maintien d'une exigence élevée en termes de sécurité.

7. La Maison-Blanche engage une réduction des contraintes réglementaires afin de soutenir la construction de logements abordables

Le Président américain a [signé](#) le 13 mars un décret (*executive order* "Removing regulatory barriers to affordable home construction") visant à réduire les obstacles réglementaires à la construction de logements abordables. Cette initiative s'inscrit dans un contexte de forte hausse des coûts du logement et de contraintes pesant sur l'offre.

Le texte prévoit un examen des réglementations fédérales susceptibles de freiner la construction (procédures d'autorisation, normes techniques, exigences administratives), ainsi qu'une mobilisation des agences fédérales afin de simplifier et accélérer les projets immobiliers. L'administration souhaite également mieux orienter les financements publics vers des projets favorisant l'augmentation de l'offre de logements.

Cette démarche vise à stimuler la production de logements et à améliorer leur accessibilité financière, en réduisant les coûts liés aux contraintes réglementaires et aux délais de mise en œuvre des projets.

Industrie

Brèves

- Le 17 mars, Reuters [rapporte](#) que Boeing annonce que sa branche avions commerciaux ne redeviendra rentable qu'en 2027, contre 2026 prévu, en raison des coûts plus élevés que prévu du rachat de Spirit AeroSystems. La division devrait afficher une perte de marge opérationnelle de 7,5 à 8 % au premier trimestre 2026, après avoir perdu 632 millions de dollars en 2025 et 2,1 milliards en 2024. Boeing maintient

néanmoins ses objectifs de production : 47 737 MAX par mois d'ici fin 2026 et 500 livraisons sur l'année.

- Le 17 mars dernier, Reuters [rapporte](#) que les compagnies aériennes américaines observent un regain inattendu de la demande ces dernières semaines. Delta Air Lines enregistre ainsi une hausse de 25% de ses ventes hebdomadaires par rapport à l'an dernier, ce qui a propulsé son titre de 8 % en Bourse. Cette embellie survient pourtant dans le contexte du conflit au Moyen-Orient, les compagnies faisant face à une forte hausse de leurs coûts d'approvisionnement en kérosène, le baril atteignant désormais 200\$, soit une augmentation de plus de 50%.

Numérique et innovation

8. Le SER a accompagné la mission d'une délégation sénatoriale pour évaluer l'impact de l'IA sur les PME et l'emploi



Les 5 et 6 mars, le Service économique régional (SER) de l'Ambassade de France à Washington a accompagné les Sénateurs Laurence Garnier et Damien Michallet, membres de la Délégation aux entreprises du Sénat, à l'occasion de leur déplacement à Washington, D.C. Cette visite s'inscrivait dans le cadre d'une mission d'information consacrée à l'impact de l'adoption de l'intelligence artificielle par les entreprises dites « traditionnelles », et aux

transformations qu'elle induit en matière d'emploi, de compétences et d'employabilité.

Au cours de leur séjour, les Sénateurs ont échangé avec un large éventail d'acteurs de l'écosystème institutionnel et économique américain. Des rencontres ont notamment été organisées au Congrès sur les travaux législatifs en cours et les défis communs liés au déploiement de l'IA. La délégation a également été reçue à la U.S. Chamber of Commerce pour discuter des retours d'expérience des PME, et a participé à une table ronde avec la communauté d'affaires française à Washington, réunissant start-ups (La Tech DMV) et entreprises établies en lien avec les Conseillers du commerce extérieur de la France (CCE).

Enfin, les sénateurs et le SER ont pu échanger avec des think tanks, dont le Bipartisan Policy Center, la Foundation for American Innovation et l'Abundance Institute, notamment sur les enjeux de compétences, de compétitivité économique et d'évolution des cadres réglementaires à l'ère de l'intelligence artificielle. Ces échanges ont permis d'identifier des priorités communes au niveau transatlantique pour répondre aux opportunités et aux défis soulevés par l'IA.

Le rapport à venir des Sénateurs s'inscrit dans la continuité des travaux de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST), notamment « [Pour une intelligence artificielle maîtrisée, utile et démystifiée](#) » (mars 2017) et « [ChatGPT, et après ? Bilan et perspectives de l'intelligence artificielle](#) » (novembre 2024).

Brèves

- Le 13 mars, le *Department of War* a [annoncé](#) la signature d'un contrat-cadre d'un montant pouvant atteindre 20 Mds\$ sur dix ans avec Anduril, entreprise américaine spécialisée dans les technologies de défense autonomes.
- Le 13 mars, le Wall Street Journal a [rapporté](#) que l'administration fédérale pourrait recevoir une commission de 10 Mds\$ dans le cadre de [l'accord](#) de cession de la filiale américaine de TikTok par sa société-mère chinoise ByteDance qu'elle a organisé (voir [Brèves sectorielles du 3 octobre 2025](#)).
- Le 16 mars, lors de la conférence GTC, le PDG de Nvidia, J. Huang, a [annoncé](#) que les ventes de puces de dernières générations de l'entreprise devraient générer « au moins 1 Mds\$ » de revenus d'ici fin 2027, soulignant que cette demande croissante serait soutenue par les investissements dans l'infrastructure nécessaires au déploiement et à

l'entraînement des modèles d'IA. Les revenus totaux de Nvidia s'élevaient à 130.5 Mds\$ en 2025.

- En marge de la conférence, Jensen Huang a également [annoncé](#) que Nvidia s'apprêtait à relancer la production de ses puces H200, de génération précédente, destinées au marché chinois.

Santé

9. La Maison Blanche approuve le plan de dépense des National Institutes for Health

Lors d'une audition du sous-comité sur la santé de la Chambre des Représentants, le 17 mars, la Représentante Rosa DeLaura (D – Connecticut) a [indiqué](#) que la Maison Blanche venait d'approuver le projet de dépense de l'agence National Institutes of Health (NIH), chargée du financement de la recherche en santé. Ce plan de dépense, d'un montant de 48,7 Md\$ alloué par le Congrès en février pour l'année 2026, avait vu sa mise en œuvre bloquée depuis plusieurs semaines, l'administration américaine ayant manqué le délai légal de 30 jours pour débloquer les fonds. Cette annonce est intervenue peu de temps après la prise de parole du Directeur de la NIH, Jay Bhattacharya, lors de cette audition du sous-comité sur la santé de la Chambre. Ce dernier a indiqué que son agence était en train d'identifier des projets de recherche qui pourraient bénéficier de financements.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)